

Informations de base	
2025/0359(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	En attente de la décision de la commission parlementaire
Simplification de la mise en œuvre de règles harmonisées sur l'intelligence artificielle (train de mesures omnibus sur le numérique en matière d'IA)	
Modification Règlement 2018/1139 2015/0277(COD) Modification Règlement 2024/1689 2021/0106(COD)	
Subject 3.30.06 Technologies de l'information et de la communication, technologies numériques 3.40.06 Industries électronique, électrotechnique, TIC, robotique 4.60.06 Intérêts économiques et juridiques du consommateur	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commissions conjointes compétentes au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	KOKALARI Arba (EPP)	21/01/2026
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	MCNAMARA Michael (Renew)	21/01/2026
		Rapporteur(e) fictif/fictive VIGENIN Kristian (S&D) JORON Virginie (PfE) KANKO Assita (ECR) HAHN Svenja (Renew) GREGOROVÁ Markéta (Greens/EFA) BARRENA ARZA Pernando (The Left) KHAN Mary (ESN)	
Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
ITRE Industrie, recherche et énergie			
TRAN Transports et tourisme			

	CULT Culture et éducation		
	JURI Affaires juridiques	LAGODINSKY Sergey (Greens/EFA)	03/12/2025
	Commission pour l'évaluation budgétaire	Rapporteur(e) pour l' évaluation budgétaire	Date de nomination
	BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Réseaux de communication, contenu et technologies	DOMBROVSKIS Valdis	
Comité économique et social européen			

Evénements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
19/11/2025	Publication de la proposition législative	COM(2025)0836 	Résumé
19/01/2026	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
19/01/2026	Annonce en plénière de la saisine d'une commission jointe		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/0359(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Modification Règlement 2018/1139 2015/0277(COD) Modification Règlement 2024/1689 2021/0106(COD)
Base juridique	Règlement du Parlement EP 58 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 294-p7-ac
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen
État de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission	CJ40/10/04577

Portail de documentation

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2025)0836 	19/11/2025	Résumé

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
BŽOCH Jaroslav	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	29/01/2026	Pour Demain Europe
MÜLLER Piotr	Rapporteur(e) fictif/fictive	IMCO	29/01/2026	Allegro sp. z o.o. Asseco Data Systems S.A Google IBM Corporation Microsoft Corporation Polish Confederation Lewiatan
KOKALARI Arba	Rapporteur(e)	IMCO	20/01/2026	APPLiA (Home Appliance Europe)

Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
JOVEVA Irena	15/12/2025	Meta Platforms Ireland Limited and its various subsidiaries
BENIFEI Brando	09/12/2025	Siemens AG

Simplification de la mise en œuvre de règles harmonisées sur l'intelligence artificielle (train de mesures omnibus sur le numérique en matière d'IA)

2025/0359(COD) - 19/11/2025 - Document de base législatif

OBJECTIF : simplifier la mise en œuvre de règles harmonisées en matière d'intelligence artificielle (Omnibus numérique sur l'IA).

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen statue conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : la volonté actuelle de simplification et de numérisation est inscrite dans l'agenda politique de l'Union. Dans sa communication intitulée «Une Europe plus simple et plus rapide», la Commission a annoncé son engagement en faveur d'un programme ambitieux visant à promouvoir des politiques innovantes et tournées vers l'avenir qui renforcent la compétitivité de l'UE et allègent les charges réglementaires pesant sur les citoyens, les entreprises et les administrations, tout en maintenant les normes les plus élevées en matière de promotion de ses valeurs.

Le règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles harmonisées en matière d'intelligence artificielle (loi sur l'IA), qui est entré en vigueur le 1er août 2024, instaure un marché unique pour une intelligence artificielle fiable et centrée sur l'humain dans toute l'UE. Son objectif est de promouvoir l'innovation et l'adoption de l'IA tout en garantissant un niveau élevé de protection de la santé, de la sécurité et des droits fondamentaux, y compris la démocratie et l'État de droit.

La présente proposition s'inscrit dans le cadre d'un ensemble plus large de mesures de simplification dans le domaine du numérique visant à réduire les coûts administratifs liés à la mise en conformité pour les entreprises et les administrations de l'UE, qui s'applique à plusieurs règlements de l'acquis numérique de l'UE sans compromettre les objectifs des règles sous-jacentes. La proposition s'appuie sur le règlement (UE) 2024/1689 et s'aligne sur les politiques existantes visant à faire de l'UE un leader mondial dans le domaine de l'IA, à faire de l'UE un continent de l'IA et à promouvoir l'adoption d'une IA centrée sur l'humain et fiable.

CONTENU : avec cette proposition de règlement, la Commission propose des mesures de simplification ciblées afin de garantir une mise en œuvre rapide, harmonieuse et proportionnée de certaines dispositions de la loi sur l'IA. Ces mesures comprennent notamment:

- le fait de lier le **calendrier** de mise en œuvre des règles à haut risque à la disponibilité de normes ou d'autres outils d'aide ;
- l'extension des simplifications réglementaires accordées aux **petites et moyennes entreprises**, aux **petites entreprises de taille intermédiaire**, y compris la simplification des exigences en matière de documentation technique et la prise en compte particulière dans l'application des sanctions;
- l'obligation pour la Commission et les États membres de **promouvoir la culture de l'IA** plutôt que d'imposer des obligations non précisées aux fournisseurs et aux déployeurs de systèmes d'IA à cet égard, tout en maintenant les obligations de formation pour les déployeurs à haut risque;
- davantage de **flexibilité dans la surveillance** après la mise sur le marché en supprimant l'obligation d'un plan harmonisé de surveillance après la mise sur le marché;
- la réduction de la charge administrative liée à l'**enregistrement** pour les fournisseurs de systèmes d'IA utilisés dans des domaines à haut risque, mais pour lesquels le fournisseur a conclu qu'ils ne présentaient pas de risque élevé car ils ne sont utilisés que pour des tâches limitées ou procédurales;
- le renforcement des pouvoirs du **Bureau de l'IA** et la centralisation la surveillance des systèmes d'IA fondés sur des modèles d'IA à usage général de manière à réduire la fragmentation de la gouvernance.
- la facilitation du respect des lois sur la **protection des données** en permettant aux fournisseurs et aux déployeurs de tous les systèmes et modèles d'IA de traiter des catégories particulières de données à caractère personnel afin de garantir la détection et la correction des biais, avec les garanties appropriées;
- une utilisation plus large des **bacs à sable réglementaires** pour l'IA et des tests en conditions réelles, qui profiteront aux industries clés européennes telles que l'industrie automobile, et la facilitation d'un bac à sable réglementaire pour l'IA au niveau de l'UE que le Bureau de l'IA mettra en place à partir de 2028;
- des **modifications ciblées** clarifiant l'interaction entre la loi sur l'IA et d'autres législations de l'UE et ajustant les procédures de la loi sur l'IA afin d'améliorer sa mise en œuvre et son fonctionnement globaux.